



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

Conseil d'Etat
Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg

Conseil d'Etat CE
Staatsrat SR

Route des Arsenaux 41, 1700 Fribourg
T +41 26 305 10 40
www.fr.ch/ce

PAR COURRIEL ET PLATEFORME **« CONSULTATIONS »**

Département fédéral des finances DFF
Madame la Présidente de la Confédération
Karin Keller-Sutter
Bundesgasse 3
3003 Berne

Courriel : ep27@efv.admin.ch

Fribourg, le 15 avril 2025

2025-558

Avant-projet de loi fédérale sur le programme d'allégement budgétaire 2027 - Procédure de consultation

Madame la Présidente,

La procédure de consultation citée en titre a retenu toute notre attention.

Par la présente, nous vous informons que le Conseil d'Etat a déposé sa réponse via la plateforme "Consultations". La réponse est jointe en annexe.

Nous signalons en préambule que nous soutenons la prise de position adoptée la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC) lors de son assemblée plénière du 14 mars 2025 (https://kdk.ch/fileadmin/redaktion/aktuell/stellungnahmen/2025/Stellungnahme_Entlastungspaket_27_FR.pdf). L'Etat de Fribourg se trouvant lui-même actuellement confronté à des perspectives financières délicates l'ayant contraint à préparer un programme d'assainissement, nous soulignons en particulier les considérations formulées dans le cadre du chapitre 4 de réponse de la CdC. Elles mettent en évidence le fait que l'appréciation de base du Conseil fédéral, selon laquelle les cantons bénéficient d'une situation financière confortable qui leur permettrait d'absorber facilement les transferts de charges en provenance de la Confédération, ne peut pas être généralisée. Nous vous appelons à ne pas sous-estimer les difficultés qui pourraient être engendrées par le programme d'allégement budgétaire 2027 dans certains cantons.

Dans cette optique, nous signalons que les explications données dans le cadre de la section 4.3 du rapport explicatif sur les conséquences du programme pour les cantons ne sont pas entièrement concordantes avec les examens réalisés au sein de l'administration cantonale fribourgeoise. Selon les avis reçus de nos Directions et services, pas moins de 29 mesures du programme d'allégement budgétaire 2027 auraient des incidences financières, d'importance variable, pour l'Etat de Fribourg en 2027 et 2028. Au total, des charges supplémentaires nettes annuelles de 40 à 60 millions de francs devraient selon toute vraisemblance être assumées par le canton. L'inéluctable intégration de considérations d'ordre politique dans la réflexion conduit à relativiser fortement l'appréciation technique et juridique présentée dans le rapport explicatif selon laquelle les cantons disposeraient d'une importante marge de manœuvre dans la compensation des mesures fédérales.

Les mesures pour lesquelles des impacts financiers sur l'Etat de Fribourg nous ont été annoncés sont les suivantes, par ordre d'apparition dans le rapport explicatif :

- > Indemnisation de l'OFDF pour l'exécution de tâches de police dans les aéroports
- > Augmentation du financement par les utilisateurs dans le domaine de la mobilité internationale en matière de formation
- > Réduction de la contribution fédérale au FNS
- > Réduction de la subvention à la recherche de l'administration fédérale
- > Suspension jusqu'en 2030 des dépenses dans le domaine de la culture
- > Réduction des aides financières pour l'encouragement du sport
- > Réduction des contributions pour les routes principales
- > FORTA : réduction des apports
- > Augmentation du degré de couverture des coûts dans le transport régional de voyageurs
- > Réduction des contributions pour les tâches communes dans le domaine de l'environnement
- > Réduction des indemnités aux établissement d'affectation de personnes astreintes au service civil
- > Augmentation du financement par les utilisateurs des hautes écoles cantonales
- > Suppression des contributions liées à des projets des hautes écoles
- > Réduction de la contribution fédérale à Innosuisse
- > Abrogation des dispositions de la LFCo relatives à l'encouragement de la formation continue
- > Réduction des dépenses de formation professionnelle à la valeur indicative définie
- > Atténuation de la croissance des dépenses dans le domaine de l'assurance obligatoire des soins
- > Limitation à 4 ans de l'obligation de verser des forfaits globaux à titre d'indemnisation
- > Suppression partielle de l'encouragement des systèmes de propulsion alternatifs pour bus et bateaux
- > Suppression des contributions visant à promouvoir la conduite automatisée
- > Réduction des contributions routières générales
- > OFEN : suppression du soutien aux installations pilotes et de démonstration
- > Renonciation à des apports supplémentaires au fonds suisse pour le paysage
- > Suppression des mesures de promotion dans le domaine « Formation et environnement »
- > Réduction à 50 % du taux des contributions à la qualité du paysage
- > Redéfinition des priorités de subventionnement dans le domaine de la politique climatique
- > Politique régionale : renonciation à des apports supplémentaires au fonds et à des allègements fiscaux
- > Réduction de la compensation des charges dues à des facteurs socio-démographiques
- > Augmentation de l'impôt sur les retraits en capital des 2^e et 3^e piliers

D'une manière générale, le Conseil d'Etat s'oppose à ces mesures ou demande à tout le moins qu'elles soient, dans la mesure du possible revues de manière à éviter qu'elles aient un impact négatif sur les cantons. A titre exceptionnel, nous serions prêts à entrer en matière pour une réduction des apports au FORTA, à condition toutefois que cela n'ait pas d'impact sur les programmes d'agglomération en cours et en préparation. Le Conseil d'Etat serait également disposé à accepter une partie de la mesure relative à la politique régionale, à savoir la suppression des allègements fiscaux fédéraux accordés dans ce cadre.

Dans le prolongement de la remarque formulée au paragraphe 4 de la prise de position de la CdC, le Conseil d'Etat relève enfin les fortes incertitudes qui demeurent quant aux intentions du Conseil fédéral pour l'année 2026. Il rappelle que les gouvernements cantonaux attendent d'être informés et consultés sur les éventuelles mesures n'exigeant aucune modification légale qui pourraient s'appliquer dès l'année prochaine. Des explications à ce sujet doivent être fournies dans les meilleurs délais aux cantons afin qu'ils puissent les intégrer dans leurs processus budgétaires respectifs et, dans notre cas particulier, en tenir compte dans le programme d'assainissement des finances de l'Etat en préparation. Nous ne pouvons nous contenter de devoir attendre la publication du projet de budget 2026 de la Confédération annoncée pour le début juin 2025 pour en savoir plus.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.

Au nom du Conseil d'Etat :

Jean-François Steiert, Président



Danielle Gagnaix-Morel, Chancelière d'Etat

L'original de ce document est établi en version électronique

Annexe

—
fr_ANX_extrait plateforme_Loi federale programme allegeme_7364_fr_15042025

Copie

—
Sandra.balmer@efv.admin.ch ;
Lukas.hohl@efv.admin.ch ;
à la Direction de finances, pour elle et l'Administration des finances ;
à toutes les autres Directions ;
à la Chancellerie d'Etat.

Zusammenfassung der eingereichten Rückmeldung

Bundesgesetz über das Entlastungspaket 2027

Eröffnung	29.01.2025
Frist der Einreichung	05.05.2025
Zuständiges Departement	Eidgenössisches Finanzdepartement (EFD)
Zuständige Bundesstelle	Eidgenössische Finanzverwaltung (EFV)
Zuständige Organisation	Ausgabenpolitik (AP)
Adresse	Bundesgasse 3, 3003, Bern
Projektseite	https://fedlex.data.admin.ch/eli/dl/proj/2024/96/cons_1
Kontaktperson	e-Mail Postfach (ep27@efv.admin.ch)
Telefon	-

Kontakt Information der einreichenden Stelle

Name (Firma/Organisation)	Chancellerie d'Etat du Canton de Fribourg
Abkürzung	--
Zuständige Stelle	--
Adresse	Rue des Chanoines 17, 1701 Fribourg
Kontaktperson Vorname	Steve
Kontaktperson Name	Perritaz
Telefonnummer (Rückfragen)	+41263053117
Eingereicht am	--

Rückmeldung zum 1.Erlass: Fragenkatalog

Erlass Nr.1 Generelle Stellungnahme

Rückmeldung zur Gesamtvorlage	Keine Rückmeldung
Begründung	--
Anhang	

Erlass Nr.1 Detaillierte Stellungnahme

Titel	Befürworten Sie grundsätzlich die Zielsetzung und die Stossrichtungen (insb.: ausgabenseitige Korrekturen statt Steuererhöhungen) der Vernehmlassungsvorlage?
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.1 Verzicht auf Anschubfinanzierungen für Digitalisierungsprojekte
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.2 Verzicht auf Beitrag an das Auslandsangebot der SRG
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.3 Verzicht auf Entschädigungen an Einsatzbetriebe für Einsätze von Zivildienstpflichtigen
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.4 Stärkung der Nutzerfinanzierung der kantonalen Hochschulen
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.5 Verzicht auf projektgebundene Beiträge an die Hochschulen
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.6 Kürzung des Bundesbeitrags für Innosuisse
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.7 Aufhebung der Förderbestimmungen im Weiterbildungsgesetz
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.8 Kürzung der Berufsbildungsausgaben auf die Richtgrösse
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.9 Verzicht auf die Unterstützung der kantonalen französischsprachigen Schule in Bern
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.10 Kürzung des Beitrags an Modellversuche im Straf- und Massnahmenvollzug auf 50 Prozent
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.11 Kürzung der indirekten Presseförderung
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.12 Verzicht auf Beitrag Ausbildung Programmschaffende
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.13 Verzicht auf Beiträge Verbreitung Programme in Bergregionen
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.14 Verzicht auf Entsorgungsbeiträge
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.15 Entflechtung zwischen Bund und AHV
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.16 Dämpfung der Ausgabenentwicklung im Bereich der obligatorischen Krankenpflegeversicherung
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.17 Verkürzung der Abgeltungspflicht für die Globalpauschalen auf 4 Jahre
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.18 Verzicht auf Ausbildungsbeiträge Opferhilfe
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.19 BIF: Kürzung der Einlagen
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.20 Verzicht auf Förderung des grenzüberschreitenden Personenschienenverkehrs
Akzeptanz	Zustimmung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.21 Teilverzicht auf Förderung alternativer Antriebssysteme für Busse und Schiffe
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.22 Verzicht auf Beiträge für automatisiertes Fahren
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.23 Kürzung der allgemeinen Strassenbeiträge
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.24 Kürzung der Bundesbeiträge an Regionalflughäfen auf Bundesinteressen
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.25 BAFU: Verzicht auf Unterstützung von Pilot- und Demonstrationsanlagen
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.26 Verzicht auf weitere Fondseinlagen Landschaft Schweiz
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.27 Verzicht auf Förderung im Bereich Bildung und Umwelt
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.28 Verzicht auf Beihilfen Viehwirtschaft
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.29 Erhöhung Versteigerung Zollkontingente
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.30 Kürzung der Landschaftsqualitätsbeiträge auf 50 Prozent
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.31 Priorisierungen bei Subventionen für Klimapolitik
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.32 BFE: Verzicht auf Unterstützung von Pilot- und Demonstrationsanlagen
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.33 Regionalpolitik: Verzicht auf weitere Fondseinlagen und auf Steuererleichterungen
Akzeptanz	Zustimmung mit Anpassung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	favorable à la suppression des allégements fiscaux, mais pas à la renonciation à des apports supplémentaires au fonds
Anhang	

Titel	2.34 Kürzung des soziodemografischen Lastenausgleichs
Akzeptanz	Ablehnung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.35 Höhere Besteuerung von Kapitalbezügen der 2. und 3. Säule
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	

Titel	2.36 Änderung Subventionsgesetz
Akzeptanz	Enthaltung
Anpassungen / Gegenvorschlag	--
Begründung	--
Anhang	